

## GAO, MUJAO, MAROCAO

## Débriefing d'or et de renseignements

**L'espionnage et le contre-espionnage des différents pays européens, à l'intérieur ou hors UE, suivent de près la libération des otages algériens de GAO.**

**Les interrogations et les pistes se rétrécissent et mènent, presque toutes, vers le... Maroc.**

**Alger tient le débriefing et d'autres atouts maîtres...**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

La libération des otages algériens de Gao intéresse au plus haut point à Bruxelles.

Les Espagnols attendent beaucoup du debriefing d'après-enlèvement que le renseignement algérien ne manquera pas d'effectuer auprès de ses ressortissants pris à Gao en 2012. L'Espagne, on le sait, subit le choc de l'enlèvement de trois de ses humanitaires à Tindouf dans les camps de réfugiés sahraouis avec, certes, beaucoup de colère, mais aussi, les premiers jours d'émotion passés, avec détermination quant à la recherche de la vérité sur l'identité des commanditaires du rapt. Autant

relever que Madrid a un faisceau de présomptions indiquant des pistes — une piste ? — sérieuses. Nous verrons le pourquoi de ces certitudes.

La France, évidemment, impliquée jusqu'à l'os au Mali et en Afrique subsaharienne où son armée est fortement présente et où Paris ne peut se permettre des fautes politiques ou stratégiques. Les Français qui ont eu à négocier avec des groupes terroristes pour libérer leurs otages dans des conditions que beaucoup d'Etats ont considérées comme pas bonnes dans la lutte contre le crime organisé et contre la nébuleuse islamiste — Paris ayant été fortement soupçonné d'avoir payé rubis sur l'ongle des rançons — s'intéressent aux renseignements que le contre-espionnage algérien ne

manquerait pas de récolter auprès des diplomates algériens qui ont survécu au rapt de Gao. Les autres Etats membres de l'UE ont tous, à un degré ou à un autre, intérêt à suivre cette affaire. Les Belges, les Autrichiens, les Allemands, les Néerlandais, les Britanniques ayant eu maille à partir avec les preneurs d'otages se réclament des nébuleuses islamistes. D'autres pays non membres de l'UE, comme la Norvège, suivent avec grand intérêt la libération des otages algériens et sont preneurs d'informations concernant l'après-débriefing. Pourquoi autant d'intérêt ? Plusieurs raisons à cela. Nous en extrayons trois qui paraissent fondamentales. La première est que le Mujao n'a fait son apparition dans le lexique anti-terroriste et dans le listing des groupes liés au djihadisme armé qu'à la mi-2011. Son historique, ses «faits d'armes», si, bien sûr, ce vocable peut être retenu, prenons-le comme concept opératoire, commencent et finissent toujours avec une seule cible : l'Algérie et les inté-

rêts de l'Algérie. Les Espagnols enlevés à Tindouf, c'était pour impliquer le Polisario et par ricochet Alger, le rapt de Gao des 7 diplomates devait décrédibiliser les efforts algériens pour le dialogue internalien et aussi, introduire une autre partie — le Maroc ? — dans le processus.

Tiguentourine devait être l'aboutissement d'un processus devant faire accepter Rabat par le truchement de Paris comme interlocuteur incontournable dans les affaires de la région et, surtout, obtenir de l'Algérie qu'elle apporte son soutien au principe d'autodétermination du peuple sahraoui au nom du principe de la lutte antiterroriste. Des failles dans le dispositif du Mujao, des fuites et des révélations transfuges de ce groupuscule à des services de renseignement européens et des maladroites dues au fait que le Maroc a pu confondre vitesse et précipitation, le sang-froid de la diplomatie algérienne et le savoir-faire de Ramtane Lamamra ont pu jouer, c'est certain, des rôles déterminants dans le traite-

ment du cas Mujao par Bruxelles-Europe, les Etats-Unis, la Russie et d'autres puissances mondiales.

On ne met pas, comme ça, sur le marché du djihadisme une organisation tel le Mujao sans attirer l'attention de l'espionnage et du contre-espionnage des pays qui comptent dans le monde. Ceci est d'autant moins possible que, présentement, le Mali et toute la région subsaharienne ressemblent à la situation de Jérusalem avant la proclamation d'Israël, la Turquie après le délitement de l'Empire ottoman, l'Irak de l'après-Sad-dam, le Liban avant les guerres civiles ou la Yougoslavie avant son éclatement. Tout le monde y est présent et tout le monde surveille tout le monde. Le faux-pas n'est pas permis et se paye. Ici, à Bruxelles, d'ailleurs, des «gorges profondes» et des sources traditionnellement proches des sphères décisionnelles n'hésitent plus à évoquer le Mujao en disant le Maroc. Les choses sérieuses commencent.

A. M.

## IRAK

## Les forces irakiennes gagnent du terrain sur l'EI, le Parlement pris d'assaut

**Les forces irakiennes ont remporté mardi une nouvelle victoire face aux djihadistes de l'Etat islamique en s'emparant de secteurs d'une autoroute stratégique, mais à Bagdad des proches de soldats disparus ont exprimé leur colère en envahissant le Parlement.**

Après avoir déjà reconquis mi-août le barrage de Mossoul (nord), l'armée, les combattants kurdes et les miliciens chiites ont remporté ces derniers jours de nouveaux succès face aux extrémistes sunnites de l'EI.

Ils ont brisé dimanche le siège imposé par les djihadistes à la ville turcomane chiite d'Amerli, puis repris lundi la petite cité de Souleimane Bek, à 175 km au nord de Bagdad, et le village proche de Yankaja.

Mardi, ils ont poursuivi leur contre-offensive, en reprenant le contrôle de certains secteurs d'une autoroute stratégique reliant le nord du pays à Bagdad, selon le général Abdelamir al-Zaidi. Fermée depuis près de trois mois, l'autoroute sera rouverte après avoir été nettoyée d'éventuels obstacles et mines placés par les djihadistes. A Amerli, les habitants ont accueilli dans la joie les premiers convois militaires après avoir résisté plus de deux mois au siège de l'EI, souffrant de la faim et



Photo : DR

de la soif, et craignant d'être massacrés. Sur le bord de la route, des enfants et des jeunes faisaient le «V» de la victoire. Mais la distribution de sacs de céréales et d'eau par les combattants a ensuite donné lieu à des échauffourées entre des habitants affamés.

## Tueries de masse

Le début de l'offensive des djihadistes, le 9 juin, avait été marqué par la déroutée des forces de sécurité, de nombreux soldats et policiers abandonnant leurs positions. Quelque 1.700 soldats s'étaient alors rendus aux insurgés, qui s'étaient emparés en quelques jours de vastes pans de territoires dans le nord du pays.

L'EI avait par la suite publié des photos semblant montrer l'exécution de dizaines d'hommes en civil dans une zone désertique, affirmant en avoir tué des centaines au total. Expriment leur colère, des proches de membres des forces de sécurité disparus ont pris d'assaut mardi le Parlement à Bagdad, où ils ont entamé un sit-in dans l'hémicycle, selon un responsable. Des policiers anti-émeutes tentaient de faire sortir du bâtiment ces manifestants qui exigent de savoir ce qu'il est advenu de leurs proches, a déclaré cette source.

Les manifestants ont brisé des chaises dans la cafétéria du Parlement et attaqué certains députés et

employés. Le Parlement devait aborder mardi la question de ces soldats disparus, mais les manifestants ont fait irruption avant l'ouverture de la session, qui a été repoussée à mercredi. Dans un rapport publié mardi, Amnesty International a dénoncé la «campagne systématique de nettoyage ethnique» lancée par l'EI pour «effacer toute trace des non-Arabs et des musulmans non sunnites» dans le nord de l'Irak. Amnesty assure avoir des «preuves» que plusieurs «tueries de masse» ont eu lieu en août dans la région de Sinjar où vivaient de nombreux Yazidis, une minorité kurdophone non musulmane. A Genève, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a décidé lundi soir d'envoyer une mission pour enquêter sur ces atrocités, des «actes à une échelle d'inhumanité qui est inimaginable» selon la Haut-Commissaire adjointe de l'ONU aux droits de l'Homme. Alors qu'aucun bilan précis des pertes humaines depuis le début de l'attaque des djihadistes n'est disponible, l'ONU a indiqué qu'au moins 1.420 personnes avaient été tuées et 850.000 déplacées en raison des violences en août, mois au cours duquel les insurgés ont relancé leurs attaques.

## Négociateurs de l'ONU au Golan

Cette crise a poussé les États-Unis à intervenir avec des frappes

aériennes depuis le 8 août, premier engagement militaire de Washington en Irak depuis le retrait de leurs troupes fin 2011. Les raids ont notamment aidé à la reprise par les Kurdes du barrage de Mossoul, le plus important du pays.

Selon l'élus américain Dutch Ruppersberger, les États-Unis pourraient préciser leur stratégie pour lutter contre l'EI cette semaine.

Face à la menace représentée par ce groupe, le Premier ministre australien Tony Abbott a estimé mardi que l'usage de la «force extrême» était justifié.

Plusieurs gouvernements ont d'ailleurs décidé d'armer les Kurdes, dont l'Allemagne.

L'EI, qui a proclamé fin juin un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, est également impliqué dans le très complexe conflit syrien, où il affronte à la fois les rebelles et forces de Bachar al-Assad. Le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, a demandé à sortir de la liste noire des organisations terroristes établie par les Nations unies en échange de la libération de plus de 40 Casques bleus fidjiens qu'il a enlevés jeudi sur le plateau du Golan, a révélé mardi l'armée fidjienne.

Une équipe de négociateurs de l'ONU est arrivée sur le plateau du Golan en provenance de New York, selon la même source.

## Le Nigeria doit changer d'approche pour mettre fin à la rébellion de Boko Haram

**Le Nigeria doit changer d'approche s'il veut mettre fin à l'«interminable» rébellion du groupe islamiste Boko Haram qui déchire le nord-est du pays depuis cinq ans, plaide l'expert Marc-Antoine Pérouse de Montclos dans une étude publiée mardi.**

Tant au niveau militaire que politique, les actions menées par le pouvoir nigérian face à ce conflit sont «inadaptées depuis des années» et elles ont conduit à un surcroît de violences des islamistes, estime M. Pérouse de Montclos, chercheur à l'Institut français de géopolitique. Il est capital de rétablir la confiance

des populations civiles envers l'armée, qui s'est rendue coupable d'innombrables violations des droits de l'Homme, juge l'expert, qui ajoute qu'une assistance militaire étrangère directe contre Boko Haram risque d'étendre le conflit au-delà des frontières du Nigeria.

«Sans une réorientation de ses priorités et des efforts manifestes pour regagner la confiance des communautés, l'armée nigérienne sera engagée dans un combat interminable contre l'insurrection», écrit M. Pérouse de Montclos dans cette étude en anglais intitulée «Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis» (Au Nigeria, une insurrection intermi-

nable? Comment régler la crise de Boko Haram) publiée par l'institut de recherche londonien Chatham House.

La rébellion armée de Boko Haram qui dure depuis 2009, et sa répression féroce par les forces de sécurité, ont fait au moins 10.000 morts.

Le conflit a encore gagné en intensité cette année et les insurgés semblent avoir décidé de s'emparer de pans entiers de territoires du nord-est du pays pour créer un «califat islamique» - à l'instar de l'Etat islamique en Irak -, suivant les déclarations du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, dans une vidéo récente.